

L'INDE ET L'ORDRE DU MONDE

Jean-Luc Racine
CEIAS / CNRS

Loin des simplismes, la globalisation actuelle¹ ne se réduit nullement à l'expansion de réseaux dominés par les systèmes politiques, économiques, idéologiques, technologiques et financiers occidentaux. Si leur domination est incontestable, comme l'est la suprématie de l'hyperpuissance américaine, l'échiquier mondial n'est toutefois pas un jeu à somme nulle, ou à sens unique. Le discours international sur la multipolarité paraît s'affaiblir à mesure que s'affirme, sous la présidence Bush, l'unilatéralisme américain, mais il serait erroné de croire en la subjugation durable des puissances du deuxième cercle: Union européenne, Russie, Chine, Japon.

Dans ce contexte, le cas indien est digne d'intérêt pour de multiples raisons. Il témoigne d'abord de l'ambition nouvelle d'un Etat d'un milliard d'habitants, qui fut un pays phare de la décolonisation, puis un leader du mouvement des non-alignés. La réforme économique engagée en 1991 et les essais nucléaires de 1998 témoignent, sous des modes distincts mais complémentaires, d'une volonté d'être partie prenante d'un jeu mondial que New Delhi souhaite voir élargi à de nouveaux acteurs.

Le cas indien éclaire aussi l'ambiguïté des dynamiques d'affirmation de soi. Le discours revendicatif, dénonçant les injustices de l'ordre mondial, appelle à une redéfinition d'une architecture mondiale plus équilibrée. Il s'ancre ainsi dans la tradition contestatrice de l'héritage post-colonial critique. Mais très vite, ce même discours se double d'une affirmation

¹ Le mot 'globalisation' peut être perçu comme un anglicisme, faisant double emploi avec ce que serait sa traduction française de mondialisation. On l'utilise ici dans un sens plus précis, qui distingue les dynamiques contemporaines des phases précédentes de mondialisation, dont la plus marquante fut l'expansion des Empires coloniaux structurant l'ordre du monde au XIXe siècle, avant de déboucher sur les deux guerres mondiales. La phase actuelle est beaucoup plus intense, et caractérisée par une corrélation inédite entre l'espace et le temps: elle est marquée non seulement par des interactions beaucoup plus nourries entre les différents acteurs, fût-ce en position d'asymétrie, par la nouvelle puissance des réseaux transnationaux, mais aussi par l'immédiateté des systèmes d'information, des transactions financières et des consultations diplomatiques.

nationale, qui tient bien moins du paradigme fondateur de l'Inde des années 50 et 60, qu'on peut définir comme étant "l'idéalisme nehruvien", que du retour au vieux principe de Lord Palmerston: "Les pays n'ont pas d'amis permanents. Ils n'ont que des intérêts permanents."

La droite nationaliste hindoue aujourd'hui au pouvoir à New Delhi assume pleinement cette logique de la *real-politik* au service des intérêts nationaux, mais elle le fait dans une dialectique espace-temps très contemporaine, appuyée sur trois arguments. En premier lieu, le concept d'Inde "résurgente" ancre les ambitions d'aujourd'hui dans un passé reculé: il est porté par une lecture identitaire de l'histoire promouvant le concept d'hindouité, et invoquant, au moins implicitement, l'âge d'or des royaumes hindous pré-islamiques. En second lieu, cette vision du monde porte comme il se doit un intérêt particulier au contexte macro-régional, c'est-à-dire à la géopolitique asiatique, et à ses pôles majeurs au regard des intérêts indiens: le continuum pakistano-afghan, la Chine, la Russie, l'Asie centrale, et le bandeau littoral et maritime qui court du Moyen-Orient à l'Indonésie. Enfin, l'Inde se projette dans l'univers mondialisé, en s'y affichant sous des formes inédites et porteuses d'avenir, par le biais d'une diaspora qui s'affirme dans des champs multiples: scientifiques, technologiques, culturels et mêmes économiques. Dès lors, le monde vu de New Delhi n'est pas seulement régi par un ordre inégal. Il offre aussi des opportunités qui permettent d'avancer les intérêts indiens, et de redessiner l'image de l'Inde.

S'interroger sur la façon dont l'Inde voit le monde commande de s'interroger aussi sur la façon dont elle se voit. Dans les deux cas, le singulier est réducteur. Il y a pluralités de perceptions, comme il se doit, a fortiori dans un Etat de plus d'un milliard d'habitants, démocratie parlementaire à solide tradition intellectuelle, pourvue d'une presse pluraliste, d'une classe politique nombreuse structurée en multiples partis, et d'une galaxie d'organisations non gouvernementales dont plusieurs ont atteint une renommée internationale. En ce sens, "le monde vu de New Delhi" est une formule réductrice, qui privilégie les analyses des décideurs gouvernementaux. Nous veillerons donc à évoquer aussi les voix dissonantes, mais qui ne sont pas sans écho.

Pourtant, derrière cette polyphonie, quelques lignes dominantes se manifestent. Ce sont elles qu'on voudrait identifier ici, en soulignant d'emblée un thème majeur: celui de la transition, voire du changement de paradigme. Pour être bref, disons que les années 1990 ont marqué le passage de l'Inde post-coloniale, qui gagna son indépendance en 1947, à l'Inde post-post-coloniale, celle qui abandonne une position relativement défensive (marquée par le protectionnisme économique) ou en quelque sorte latérale (le non-alignement) pour affirmer sur un ton nouveau ses intérêts et ses ambitions, dans un monde où la place effective de l'Inde est jugée inadéquate, quand on compare sa modestie avec le poids historique de la civilisation indienne, et avec le poids démographique de l'Inde d'aujourd'hui. L'arrivée au pouvoir, en 1998, du Bharatiya Janata Party (BJP : Parti du peuple de Bharat, le

vieux nom sanscrit de l'Inde) confirme l'ampleur du changement, mais n'en est nullement la seule marque. Les essais nucléaires conduits quelques semaines après l'arrivée du BJP aux commandes constituent certes le signal le plus éclatant de cette nouvelle vision de soi et du monde. Mais ils n'ont fait qu'entériner, en y ajoutant une couleur idéologique spécifique, un processus plus profond, et moins partisan. Le début de la réforme économique, lancée en 1991 par le vieux parti du Congrès, porte-drapeau du mouvement anti-colonial, puis constructeur majeur de la nouvelle nation, demeure en effet le symbole le plus significatif de cette entrée dans une nouvelle phase, qui s'appuie sur une lecture de soi et de l'ordre du monde qui ne renie pas le passé, mais qui témoigne d'une profonde transformation. Sans attendre la résorption de la pauvreté, l'Inde entend quitter sa défroque de pays en développement, et a fortiori de pays sous-développé, pour s'affirmer comme marché émergent, et afficher ses ambitions de puissance.

DE "L'IDEALISME NEHRUVIEN" A LA REAL-POLITIK D'AUJOURD'HUI

L'Inde post-coloniale: économie protégée et non-alignement

Quand l'Inde accède à l'indépendance en 1947, Jawaharlal Nehru, Premier ministre jusqu'à sa mort en 1964, entend à la fois forger la nation nouvelle, et définir activement la place de son pays dans le monde, en conservant par-devers lui le portefeuille des Affaires étrangères. Il sera l'un des promoteurs essentiels du non-alignement, récusant la logique des blocs dès la guerre de Corée, en affirmant en même temps des valeurs combinant l'universalisme et le souci de préserver les souverainetés nationales. Nourrie d'influences multiples, sa philosophie politique porte aussi la marque indélébile de l'exploitation coloniale. Cette expérience explique en partie les choix économiques qu'il fait prévaloir, et qui mettent en œuvre un régime d'économie mixte. Planification, nationalisations et large secteur public ne font pas pour autant de l'Inde un Etat socialiste: l'économie de marché, même régulée, règne sur la plus grande part des transactions. Quant au protectionnisme, il prend le contre-pied de ce que fut l'histoire de l'Inde, s'ouvrant aux grandes Compagnies de commerce occidentales à compter du 17^e siècle, pour finir sous la domination politique de l'*East India Company* qui fait du sous-continent le fleuron de l'Empire britannique.

L'Inde de Nehru s'affiche, à la Conférence de Bandoung en 1955, comme la théoricienne du non-alignement. Elle aime à se présenter comme le porte-parole des peuples nouvellement ou prochainement indépendants, et suggère à l'occasion que sa taille,

son expérience historique et sa capacité rhétorique lui permettent de dire ce que de plus petits pays n'osent toujours exprimer. Un discret parfum de messianisme autoproclamé flotte sur la diplomatie indienne, qui récusé à la fois le colonialisme classique et les formes néo-coloniales de l'impérialisme moderne. Dès 1950, les Etats-Unis rejettent ce positionnement, au nom d'un principe binaire: "qui n'est pas avec nous est contre nous". L'incompréhension n'empêche pas Washington d'instaurer une politique d'aide économique, pour éviter que l'Inde, après la Chine, ne bascule dans la révolution.

La guerre avec la Chine, en 1962, sonne le glas de la politique étrangère nehruvienne, en rappelant au pays humilié par une rapide défaite que les relations internationales sont aussi gouvernées par des rapports de force. Indira Gandhi s'en souviendra. Deux ans après avoir conforté son pouvoir sur des factions du Congrès opposées à sa prééminence, elle intervient militairement au Pakistan oriental en 1971 pour aider à la sécession qui donne naissance au Bangladesh. Elle affiche toujours un non-alignement théorique qui laisse place dans les faits, en 1971 également, à un traité d'amitié avec l'URSS, qu'elle se garde bien de critiquer après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, en 1979.

Le tournant de 1991: réforme économique et nouvel ordre mondial

Le grand tournant date de 1991, quand se télescopent deux évènements distincts : l'effondrement de l'URSS, et la crise des finances indiennes. Celle-ci conduit le parti du Congrès, tout frais vainqueur des élections après l'assassinat de Rajiv Gandhi, à pousser plus avant la remise en question de la politique économique du pays, débattue dès les années 80. Commence alors, sous le Premier ministre P.V. Narasimha Rao, une nouvelle phase, celle d'une mise en œuvre prudente d'une libéralisation mesurée de l'économie, dont la logique va bien au-delà des impératifs d'ajustement structurel avancés par le FMI. Le modèle économique ancien était en crise, et de plus en plus critiqué pour ses dérives bloquant, sous "l'empire de la réglementation", les initiatives, la productivité et la compétitivité. Quant à l'effondrement de l'URSS, il marque évidemment la fin de la politique des blocs, et l'affaiblissement d'un pourvoyeur essentiel en matière d'armement, et d'un partenaire notable en matière de commerce acceptant pour partie le troc et la roupie non convertible.

Que cette réforme ait été engagée par le Parti du Congrès est particulièrement significatif du nouvel état d'esprit qui préside à ce choix décisif. La réforme n'est pas mise en œuvre par une force d'opposition qui parviendrait au pouvoir. Elle émane de ceux qui ont gouverné l'Inde plus longtemps que quiconque. Ce fait traduit à la fois un nouveau regard sur

soi, et un nouveau regard sur le monde: l'Inde doit se réformer pour elle-même, mais aussi pour ne pas se déconnecter d'un monde où le libéralisme marque des points. Pour autant, la thèse de la prétendue fin de l'histoire ne séduit ni les décideurs indiens ni l'intelligentsia, bien qu'elle vante les mérites insurpassables de la démocratie, car elle accorde trop de crédit à un libéralisme économique qui cadre mal avec l'héritage indien d'économie mixte. Libéraliser l'économie indienne, pour tous ceux qui se succèdent au pouvoir au fil d'une décennie 90 qui vit pratiquement tout l'échiquier politique accéder aux responsabilités,² c'est travailler à faire sauter les verrous bureaucratiques pour favoriser une meilleure productivité, ce n'est pas renoncer à la régulation de l'économie. Si l'Inde doit s'engager en 1991 sur un programme d'ajustement structurel exigé par le FMI pour obtenir les prêts demandés, la voie suivie ne ressemble en rien à l'expérience russe, pour de multiples raisons: l'Inde sait ce qu'est le marché, son économie redémarre dès 1992, et sa capacité de négociation est forte, face aux tenants du "consensus de Washington" qui gouvernent la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International.

L'opposition politique aux formations qui gouvernent de 1991 à 1996 est conduite par le Bharatiya Janata Party, qui mène campagne aux élections de 1996, en accusant ses adversaires de brader les intérêts nationaux au profit des multinationales, et qui reprend le terme gandhien de *swadeshi*, pour mettre en avant les productions nationales. Il entend certes promouvoir une certaine libéralisation, mais en interne, afin de préparer les entreprises indiennes à une "globalisation calibrée". Après son accession au pouvoir en 1998, le BJP mène en réalité une politique économique voisine de celle de ses prédécesseurs, cherchant la voie étroite entre une libéralisation susceptible d'attirer les investissements étrangers et une prudence dans les réformes, apte à éviter les votes sanctions d'un électorat soucieux de préserver son emploi du secteur public, qui ses subventions. Une minorité active de la famille nationaliste hindoue reste fidèle aux réticences initiales, théorisée par une instance fondée dès 1991, le Swadeshi Jagran Manch. Elle continue aujourd'hui d'accuser le gouvernement de brader les intérêts nationaux.

C'est toutefois sur deux autres plans que s'affirment de façon plus originale la vision de soi et la vision du monde des nouveaux gouvernants : celui de l'idéologie identitaire d'une part, celui de la politique étrangère de l'autre.

² Le Congrès, qu'on pourrait dire centriste, a gouverné de 1991 à 1996. Une coalition de centre gauche, incluant un des Partis communistes, a gouverné de 1996 à 1998. La droite nationaliste hindoue, y compris dans ses formes les plus radicales (la Shiv Sena), gouverne depuis 1998.

Nationalisme hindou et real politik

Comme tout nationalisme, ce qu'il est convenu d'appeler le nationalisme hindou s'auto-définit en partie par rapport à ce qui n'est pas lui. Dans la galaxie du Sangh Parivar, la "famille" nationaliste hindoue, les discours sont nombreux, les axes d'approche éventuellement distincts entre l'Association des Serviteurs de la Nation (RSS = Rashtriya Swayamsevak Sangh) noyau idéologique du mouvement, fondé dans les années 20, le BJP stricto sensu, bras politique du mouvement, sujet aux compromis éventuellement nécessaires à la survie d'un gouvernement de coalition, et l'Assemblée Hindoue Universelle (VHP = Vishva Hindu Parishad), fondée dans les années 60, doublement soucieuse de centraliser à son profit l'hindouisme —une démarche opposée à la tradition philosophique et religieuse de celui-ci— et d'affirmer les valeurs universelles du même hindouisme, marqueur identitaire de l'Inde, mais porteur d'un message qui la dépasse. Le discours, radicalisé, dénonce avec virulence les conversions à l'islam ou au christianisme, présentées comme étant des religions allogènes, importées. La "résurgence" de l'Inde, objectif affichée par tous les constituants du Sangh Parivar, implique à les en croire une réaffirmation de l'équation 'indianité = hindouité', et une lecture de l'histoire, voire du présent, qui lie le déclin de l'Inde à l'expansion de l'islam dans le sous-continent.

Cependant, les stratèges ou les responsables de la politique étrangère du BJP ne mettent pas en avant explicitement la thèse du choc des civilisations. Tous ne sont d'ailleurs pas sur les lignes dures du mouvement. Si la politique étrangère indienne s'oppose au terrorisme de l'islamisme radical et voudrait contraindre le Pakistan à couper les ponts avec les forces du *jihad* opérant au Cachemire et ailleurs en Inde, la diplomatie indienne n'entend pas favoriser un amalgame qui serait porteur de risque. Au-delà du contentieux qui oppose l'Inde au Pakistan depuis la partition de 1947, et au-delà de la question du terrorisme, New Delhi travaille au contraire à forger ou à développer de bonnes relations avec tous les pays du Moyen-Orient comme avec ceux de l'Asie centrale. En dépit de quelques contentieux frontaliers et du problème de l'immigration illégale, elle souhaite avoir les meilleures relations avec le Bangladesh, au nom de la sécurité régionale.

La philosophie politique qui prévaut aujourd'hui a été clairement exprimée par Jaswant Singh dans un ouvrage paru en 1999, avant qu'il ne devienne ministre des Affaires étrangères. Sous un titre éloquent, *Defending India*, Singh développe une critique directe de la diplomatie de Nehru, égarée par son "idéalisme romantique" et par son incapacité à différencier "l'éthique, le sens moral individuel et les intérêts nationaux"³. Singh plaide sans état d'âme pour une real-politik, qui place d'ailleurs son propre mouvement face à

d'éventuelles contradictions, l'idéologie des extrémistes de son camp n'étant pas nécessairement en phase avec la doctrine du réalisme en matière de relations internationales. Par définition, la *real-politik* est sensible aux rapports de force, quitte à tenter de les modifier. Là encore, les recommandations des faucons ne sont pas nécessairement écoutées. A l'inverse, le pragmatisme de la doctrine peut s'inscrire partiellement dans une tradition héritée de la thèse du non-alignement, en veillant à jouer sur plusieurs tableaux. Le jeu est donc perçu comme ouvert, ou du moins, si contrôlé soit-il par les puissances dominantes, comme laissant au pays une certaine marge de manœuvre.

Les leçons à tirer de la dernière décennie sont claires à cet égard, puisqu'elle est marquée par le passage d'une phase où domine la dénonciation d'un monde inégal, à celle où l'on combine cette dénonciation, toujours formulée, à une stratégie de rapprochement avec les Etats-Unis, jugée bénéfique à l'affirmation des intérêts et des ambitions de l'Inde, face au Pakistan et à la Chine.

LA DENONCIATION D'UN MONDE INEGAL

Constante du discours indien, dans ses formulations officielles comme dans les analyses de ses intellectuels, la dénonciation des inégalités entre nations vise à la fois l'ordre politique, l'ordre économique et l'ordre stratégique de l'architecture mondiale.

L'ordre politique: *pansheel* et Nations unies

L'Inde de Nehru s'est voulue dès avant son indépendance formelle partie prenante de l'instauration de l'Organisation des Nations Unies, tout en promouvant dans ses relations bilatérales, avec la Chine au premier chef, ce qui fut connu sous le nom de *pansheel*: les cinq principes de la coexistence pacifique⁴, impliquant entre autres de respecter le régime politique de ses partenaires, au nom de la prééminence de la souveraineté nationale. Ce principe de souveraineté, puissamment affirmé dans un Etat né de la lutte anticoloniale, sert toujours de rempart contre tout ce qui peut ressembler à un droit d'ingérence. En revanche,

³ p. 49 de l'édition originale indienne. Une traduction française est parue depuis: *Défendre l'Inde*, Editions Economica, 2001

⁴ Les cinq principes fondant les relations bilatérales, mais aussi internationales, sont définis comme suit: respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures du partenaire, égalité et bénéfice mutuel, coexistence pacifique.

la critique du fonctionnement des Nations Unies s'est aiguïlée. Sur ce point, la continuité l'emporte au fil des années 90, et la première intervention d'A.B. Vajpayee, Premier ministre indien BJP, devant l'Assemblée générale des Nations Unies ne tranche guère sur le fond avec la ligne de ses prédécesseurs. Faute de se réformer, souligne Vajpayee devant ses pairs, l'ONU voit sa crédibilité affectée⁵: "Le Conseil de Sécurité ne représente plus la réalité contemporaine (...) Le Conseil agit seulement quand ses membres permanents le jugent utile (...) Les opérations de maintien de la paix ne peuvent refléter des perceptions et des priorités politiques cachées"⁶. Conséquence: le Conseil de Sécurité doit être plus représentatif: "Des pays en développement doivent devenir membres permanents (...) à parité avec les actuels membres permanents"⁷ (...) Le monde en développement y a droit"⁸. L'Inde est donc favorable à l'élargissement du cercle des arbitres de la communauté des nations, tout en sachant qu'une telle expansion implique une réforme de fond du système, qui exclue une co-option de circonstance qui la favoriserait. Notons au passage que la France s'est officiellement prononcée en faveur de l'entrée de l'Inde dans le cercle des membres permanents du Conseil de sécurité.

Dans le même temps, l'Inde ne néglige aucun des forums régionaux ou mondiaux qui s'ouvrent à elle. "Partenaire de dialogue" de l'ANSEA, et membre du Forum régional de l'ANSEA, instance de réflexion sur la sécurité en Asie, New Delhi souhaiterait renforcer sa présence dans les organisations régionales qui, telle l'APEC⁹, admettent des membres associés extérieurs à la région proprement dite. Au fil des années 90, elle suit toujours assidûment les travaux du Mouvement des non-alignés, transformé en collectif visant à faire entendre de multiples voix distinctes de celles, dominantes, qui émanent des places centrales d'où finances, industries et médias rayonnent avec le plus d'intensité. Plus resserré, le Groupe dit des 77 (aujourd'hui en fait 139 pays) joue le même rôle de forum d'information et d'évaluation des perceptions des pays du Sud. Plus resserré encore, le G15 voudrait faire contrepoids, au moins idéologique, au G7, devenu avec l'invitation faite à la Russie le G8, le vrai réseau des puissants. Mais nul n'est dupe: l'ambition de l'Inde n'est pas simplement de siéger comme membre permanent du Conseil de Sécurité au sein de nouveaux élus issus

⁵ Je reprends dans les pages qui suivent quelques éléments d'une communication intitulée "Les visions indiennes de l'ordre mondial", faite au colloque de Bordeaux d'avril 2000, organisé par le CNRS et la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, sur le thème "Le monde et la centralité". Actes disponibles sur CD Rom CNRS-MSHA : *Le Monde et la centralité*, par l'unité de recherche TIDE, sous la responsabilité de Pierre Duboscq.

⁶ Sur ce point, le Premier ministre indien anticipe de quelques mois l'intervention américano-européenne au Kosovo, l'Occident donneur de leçons, invoquant la morale pour défendre en réalité ses intérêts géopolitiques, sans mandat explicite de l'ONU. La position indienne est semblable à celle de la Russie et de la Chine en cette affaire.

⁷ C'est-à-dire que les nouveaux membres permanents disposent eux aussi du droit de veto, marque ultime de la capacité de se prononcer sur les affaires du monde.

⁸ Discours du Premier ministre indien A.B. Vajpayee à la 53^e Assemblée générale des Nations Unies, 25 septembre 1998

⁹ ANSEA (ASEAN) : Association des Etats du Sud-Est Asiatique. APEC: Organisation pour la Coopération économique en Asie Pacifique, regroupe les pays des deux rives du Pacifique.

comme elle du monde en développement. Sans le dire, c'est au G8+x qu'elle pense, quand son poids économique et politique, lui vaudra enfin la reconnaissance qu'il lui faut gagner, et un statut à la mesure de son gabarit démographique.

L'ordre économique

Une même continuité marque les positions officielles indiennes en matière économique. En 1995, Pranab Mukherjee, le Ministre indien des affaires étrangères du gouvernement congressiste de Narasimha Rao engagé dans la réforme de la politique économique indienne, dénonce les obstacles posés par le "nouvel ordre mondial" qu'avait célébré, après la guerre du Golfe, le Président George Bush. Dans une conférence donnée à Londres, Mukherjee souligne au passage que "la disparition de l'un (des Grands) n'implique pas que le non-alignement doive se positionner en faveur de l'autre". Mais c'est aussi un nouvel ordre économique mondial qu'il appelle de ses vœux. Contre les Etats et les blocs régionaux qui "s'allient, soit comme zones commerciales, soit comme blocs de défense", il importe d'œuvrer à "un développement équitable", c'est-à-dire à faire reculer les puissances qui imposent leur intérêt contre celui de la majorité de la population mondiale, en jouant d'un protectionnisme déguisé tout en célébrant le libéralisme du marché, en invoquant les conditions de travail pour contrer la concurrence des pays du Sud, et en bloquant la diffusion des technologies innovantes au nom des risques de militarisation inhérents aux technologies duales.¹⁰

Trois ans plus tard, le BJP est aux commandes, mais le discours ne change guère: "Les années 90 ont déçu, comme il apparaît particulièrement sur la scène économique mondiale. Le triomphalisme qui a marqué la vague de capitalisme globalisant laisse place au réalisme (...). L'hypothèse selon laquelle les flux de capitaux incontrôlés apporteraient le développement économique ne tient pas". Si l'Inde ne dit nullement 'non' à la mondialisation, elle entend se garder du pouvoir bien réel de l'argent virtuel, celui des bulles financières. La prudence avec laquelle l'Inde conduit ses réformes économiques est donc plus sage que "la libéralisation prématurée des marchés financiers". Bref, l'Inde entend suivre sa voie tout en s'ouvrant au monde, comme elle entend défendre le "droit au développement" face à "l'absolutisme dans la promotion des droits de l'homme", quand ils sont utilisés comme arme économique ou comme instrument du droit d'ingérence.¹¹ Voilà des thèmes récurrents de la

¹⁰ Pranab Mukherjee: "The Perceptions and Challenges of Indian Foreign Policy", discours du 22 novembre 1995 devant le Royal Institute of International Affairs, Londres

¹¹ Discours d'A.B. Vajpayee devant la 53^e Assemblée générale des Nations Unies, 25 septembre 1998

vision indienne de l'ordre mondial, dans cette décennie 90 où toutes les grandes formations politiques ont tour à tour gouverné l'Inde.

Ces prises de position n'empêchent pas l'Inde, au terme de débats internes nombreux, de devenir membre fondateur de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1994. Cette politique confirme la volonté d'ouverture à l'économie mondiale et à ses nouvelles règles. Elle n'entérine cependant pas le libéralisme débridé, bien au contraire, au premier chef pour des raisons sociales intérieures: des réformes accélérées et dogmatiques recevraient vite leur sanction politique dans un pays qui vote très régulièrement. Des questions techniques, porteuses de graves enjeux, inquiètent aussi New Delhi. D'une part, les ambitions des multinationales de la génétique, de la pharmacie et de l'agro-alimentaire, essentiellement américaines et européennes. Sous couvert de défense des droits de propriété intellectuelle, les pays dominants —car ce sont bien des Etats, et non des multinationales qui siègent à l'OMC— laisseraient ces multinationales déposer des brevets soit sur des produits de nécessité vitale pour l'humanité (semences ou médicaments), soit sur des usages industriels de produits traditionnellement utilisés par les paysannes du Sud. Cependant, au fil de la décennie, l'Inde met sa législation sur les brevets en accord avec les normes internationales, tandis que les instituts de recherche agronomiques indiens conduisent leurs recherches en biotechnologies, OGM inclus.

Sur un autre plan, l'Inde dénonce, là encore avec bien d'autres pays, le subit intérêt des pays dominants pour les "clauses sociales" qui pourraient légitimer le boycott de certaines productions fabriquées dans des conditions éthiquement douteuses (prisonniers chinois, ouvriers non-syndiqués indonésiens, enfants indiens ou pakistanais). Il ne s'agit là pour New Delhi que de manœuvres hypocrites visant, au-delà des abus effectifs, à réduire les avantages comparatifs des pays émergents, particulièrement compétitifs en matière de coûts du travail. Les clauses environnementales sont jugées également suspectes, pour les mêmes raisons. La position indienne est claire sur tous ces plans: ces problèmes ne peuvent légitimer des boycotts que couvrirait d'une façon ou d'une autre l'OMC à l'avantage des Etats économiquement dominants. Les réformes doivent être conduites dans des cadres non commerciaux, tel le Bureau International du Travail par exemple.

Face au nouvel ordre économique mondial, l'Inde se sent donc au milieu du gué. Elle s'affiche volontiers quatrième puissance économique par son RNB, ce qui n'est vrai qu'en termes de parité de pouvoir d'achat. Dans l'absolu, avec un revenu national brut de 455 milliards de \$ en 2000 (contre 1062 pour la Chine), elle se situait à cette date au 12^e rang mondial, entre le Mexique et la Corée, un rang bien meilleur que celui, pourtant en progrès, qu'elle occupe sur l'échelle de l'indicateur du développement humain : 124^e en 2000. Même impression de transition pour une économie qui est loin d'être négligeable, mais qui ne participe que pour 1% au total des échanges internationaux.

L'ordre stratégique

Dans le domaine stratégique, la rupture du BJP avec les précédents gouvernements est plus nette, puisque quelques semaines après son arrivée au pouvoir, A.B. Vajpayee fait procéder à cinq essais nucléaires, mettant ainsi un terme aux 24 ans de retenue ayant suivi l'unique essai masqué de 1974, baptisé "explosion pacifique". Mais si le BJP a pu agir si vite, c'est évidemment que l'outil était prêt. La politique nucléaire indienne s'inscrit ainsi dans un continuum que le Premier ministre Vajpayee s'est plu à souligner devant le Parlement indien, tout en affirmant avoir eu le courage de sauter le pas, contrairement à ses prédécesseurs supposés avoir cédé devant les pressions américaines. De fait, une continuité existe, de Nehru qui lance le programme nucléaire indien (officiellement pacifique) dès les années 50, à Indira Gandhi qui fait conduire l'essai de 1974, à Narasimha Rao qui rejette en 1995 l'extension indéfinie du traité de non-prolifération nucléaire, TNP, jusqu'aux gouvernements de coalition du centre-gauche qui en 1996 rejettent le TICE, Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Cette fermeté, qui vaut à l'Inde une position d'isolement sur ce point, suscite sur place une vague d'auto-congratulation nationaliste, célébrant, enfin, "une Inde qui sait dire non". L'argumentaire indien, en ces années 90, quels que soient les partis au pouvoir, invoque les inégalités de l'ordre mondial. Si les cinq puissances nucléaires officielles (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France) estiment le nucléaire nécessaire à leur défense, au nom de quel principe interdire à d'autres pays d'assurer eux aussi leur sécurité ? L'appel des Cinq en faveur de la non-prolifération n'est donc qu'hypocrisie, masquant le souci de préserver, pour reprendre la formule de Vajpayee, un "apartheid nucléaire" qui les sert, eux et ceux des pays qui, tels le Japon ou l'Australie, se mettent sous leur parapluie, tout en jouant aux prophètes du désarmement.¹² A l'inverse, si la détention d'armes nucléaires est si dangereuse pour la planète, pourquoi les Cinq ne définissent-ils pas, au-delà de la modeste réduction de leurs arsenaux, un calendrier précis de désarmement nucléaire total, auquel l'Inde se rallierait?

Le débat sur le TICE fut fort significatif. Dénonçant à Genève, en juin 1996, son côté discriminatoire au nom des grands principes d'équité foulés au pied par les Cinq, la diplomatie indienne finit à New York en septembre par fonder son refus de signer le Traité sur l'intérêt supérieur de la sécurité nationale. Cette position, somme toute gaullienne, bénéficie d'un large consensus dans la classe politique, dont les critiques portent plus sur le mode de gestion diplomatique de la nucléarisation indienne que sur le passage de l'état du seuil (capabilité certaine, mais non manifestée) à celui de la nucléarisation ouverte.

Suivie quinze jours plus tard par l'ennemi pakistanais, optant lui aussi pour des essais nucléaires, l'Inde, alors même qu'elle conduit une politique d'ouverture à l'économie mondiale et cherche à attirer les capitaux étrangers, n'a donc pas craint de heurter de front deux de ses partenaires économiques essentiels, les Etats-Unis et le Japon, imposant à son encontre, à l'inverse de la France et de la Russie, des sanctions économiques. Pour nombre de critiques indiens ou étrangers, le gouvernement de New Delhi se trompe à double titre. En premier lieu, dans le contexte des tensions indo-pakistanaïses, la nucléarisation des deux adversaires accroîtrait les risques de dérive, bien plus qu'elle n'assurerait la sécurité de chacun. C'est aussi la thèse américaine, qui prétend que la dissuasion, qui a bien fonctionné entre les deux Grands du temps de la guerre froide, est bien plus incertaine entre deux voisins immédiats disposant, au Cachemire, d'un terrain de frictions très avivées. En second lieu, la possession de l'arme nucléaire ne serait en rien marque de puissance, et risque à l'inverse d'amoinrir le statut moral de l'Inde.

Deux ans après les essais nucléaires de 1998, les dirigeants indiens pouvaient déjà avancer quelques éléments à l'encontre du second point. Si la condamnation de la nucléarisation de l'Inde a été quasi générale, elle n'a nullement contribué à l'isoler durablement, et elle a rendu manifeste ses ambitions de pays émergent. Les relations, rafraîchies avec nombre de pays notables (Chine, Japon), ont repris. La Russie a conclu de nouveaux accords de défense et de recherche stratégique avec l'Inde. La France a engagé avec elle un dialogue suivi, et plaide pour un ordre mondial multipolaire dans lequel l'Inde aurait sa juste place, et les Etats-Unis ont ouvert avec New Delhi, dès juin 1998, un dialogue stratégique nourri qui a permis une meilleure compréhension réciproque, confirmée par la visite du Président Clinton en Inde en mars 2000.

L'Inde n'en a pas moins perturbé l'ordre stratégique mondial, en prouvant l'incohérence du Traité de non-prolifération, renouvelé en 1995, qui confine le statut officiel de puissance nucléaire aux seuls pays ayant conduit des essais avant 1966, et qui se trouvent être, comme par hasard, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Mais en même temps, New Delhi entend montrer son sens des responsabilités sur deux plans. En matière de doctrine, l'Inde adhère de facto aux principes souhaités par la communauté internationale: moratoire sur les essais nucléaires, recherche d'une dissuasion fondée sur une crédibilité minimale, non-emploi en premier, non-emploi contre des pays non-nucléarisés, non-déploiement, respect des règles de non-prolifération d'armes ou de matériaux sensibles en direction de pays tiers¹³. Sur le plan opérationnel, même retenue: ni

¹² L'exposé de référence de la position indienne, intitulé "Against Nuclear Apartheid", est l'article publié par Jaswant Singh dans *Foreign Affairs* en 1998, n° 77-5, pp. 41-51

¹³ Waheguru Pal Singh Sidhu souligne à juste titre que cette doctrine est révisable, in "La stratégie de l'Inde: un changement de paradigme?", *Politique étrangère*, 2/2002, pp. 318-333

en 1999 lors de la guerre de Kargil repoussant l'intrusion de forces islamistes et de soldats pakistanais au Cachemire, ni lors des graves tensions du printemps 2002, le gouvernement indien n'a cédé aux faucons prônant de frapper en Azad Cachemire, territoire contrôlé par le Pakistan, et base des francs-tireurs du *jihad*, pour éviter tout risque de dérive à partir de frappes conventionnelles. Mais il est vrai que la pression internationale a été particulièrement forte pour calmer le jeu en Asie du Sud.

LE MONDE AVANT ET APRES LE 11 SEPTEMBRE: L'INDE DANS LE JEU DES PUISSANCES

La logique de la nucléarisation s'inscrit elle aussi dans une dialectique à plusieurs échelles. Elle procède d'une lecture de l'environnement régional, marqué par une relation délicate avec la Chine, relation qui renvoie à un horizon beaucoup plus vaste, enveloppant l'ensemble de l'Asie, ses voisins russe et moyen-orientaux, et la politique américaine dans la région.

L'Inde, la Russie et la Chine

Dans le triangle doublement asymétrique qui régit les relations entre Inde, Pakistan et Chine, la nucléarisation, qui favorise la dissuasion du faible au fort, bénéficie plutôt au Pakistan qu'à l'Inde, qui lui est supérieure sur le plan conventionnel. En revanche, le signal lancé à la Chine par les essais indiens prend tout son sens pour les mêmes raisons. Si la Chine est à tous égards —militairement, économiquement, diplomatiquement— plus puissante que l'Inde, celle-ci hausse son statut en devenant puissance nucléaire, quitte à susciter les protestations de Beijing, quand le Premier ministre indien, dans un courrier au Président Clinton, argue en mai 1998 de la stratégie d'un "voisin du nord" qui encerclerait son pays, en aidant au programme nucléaire pakistanais et en poussant ses pions au Myanmar. Le froid ne dura guère, et les relations sino-indiennes reprirent leur cours habituel, marqué de nombre d'arrière-pensées dans les deux camps. En dépit des discours lénifiants de Beijing, l'Inde s'inquiète de la montée en puissance de l'arsenal chinois. Quant à la Chine, la condescendance avec laquelle elle juge habituellement l'Inde s'atténue, d'autant qu'une Inde en meilleurs termes avec les Etats-Unis, et plus active en Asie du Sud-Est, peut servir de contrepoids à ses ambitions. L'Inde garde par ailleurs les meilleures relations avec la

Russie, après une phase d'amollissement sous la Présidence de Boris Elstine. La coopération militaire indo-russe a retrouvé des couleurs. L'Inde ne prétend pas pour autant rivaliser avec ses grands voisins : elle sait qu'elle ne joue pas encore dans la même catégorie.

Bref, en attendant mieux, l'Inde souhaite voir reconnu par tous son rôle de puissance régionale que lui conteste un Pakistan affaibli, quoique nucléarisé, et entend pouvoir exercer une influence nouvelle dans ce qu'elle définit comme étant son "espace stratégique", celui où se déploie ses intérêts vitaux : l'Asie du Sud, certes, mais aussi l'horizon maritime qui court du Golfe au détroit de Malacca, et l'Asie centrale, tant comme source possible d'approvisionnement énergétique, que pour y contrer d'éventuelles ambitions pakistanaises. Les sirènes d'un triangle stratégique russo-sino-indien contrecarrant la poussée occidentale ont pu étourdir un temps certains journalistes indiens, quand Evgueni Primakov en lança l'hypothèse. La diplomatie indienne, quant à elle, connaît les réticences chinoises à cet égard. Et surtout, l'heure n'est plus à l'anti-américanisme. La Russie de Vladimir Poutine en témoigne de multiples façons, dans un marchandage avec les Etats-Unis comme avec l'OTAN qui vise, en position de retrait relatif, à préserver pour l'avenir ses intérêts essentiels.

Le rapprochement indo-américain

Tendue après les essais nucléaires, qui poussèrent le Président Clinton, législation oblige, à imposer des sanctions contre l'Inde et contre le Pakistan, les relations indo-américaines ont vite changé de nature, dès que s'est engagé entre les deux administrations un dialogue stratégique nourri, car Washington comprit elle aussi que le monde changeait, et que le rapprochement indo-américain était bénéfique aux deux parties, les Etats-Unis trouvant en Inde un contrepoids potentiel à la Chine, si celle-ci devenait préoccupante à moyen terme. Les analystes pakistanais le disent à leur façon, en peignant l'Inde comme un relais régional de la politique asiatique américaine, ce qui est peut-être aller vite en besogne.

Nombre d'études, sous le second mandat Clinton, recommandaient d'accorder à l'Asie du Sud en général et à l'Inde en particulier un intérêt nouveau.¹⁴ En 2000, un second train d'analyses, détaillant pour le prochain Président les divers scénarios globaux et régionaux, confirma cette recommandation.¹⁵ Les études prospectives conduites à l'initiative

¹⁴ Par exemple, du Council on Foreign Relations: *A New U.S. Policy toward India and Pakistan*, New York, 1997, et *South Asia after the tests. Where do we go from here?*, New York, 1998

¹⁵ The Rand Corporation: *Taking Charge*, Santa Monica, 2000

de la CIA à l'horizon 2015 vont dans le même sens.¹⁶ Ce nouveau regard de Washington sur une Inde classée "Big Emerging Market" par l'administration américaine, aida l'Inde à modifier elle aussi sa représentation standard des Etats-Unis, le plus important investisseur étranger dans le pays. La faiblesse des gouvernements élus du Pakistan, puis le coup d'état du Général Musharraf en 1999, un an après les essais nucléaires, modifiaient en parallèle le regard américain, longtemps favorable au Pakistan face à une Inde jugée pro-soviétique. En mars 2000, la visite du Président Clinton en Asie du Sud témoignait au mieux de la redistribution des cartes. Tandis qu'il appelait le gouvernement pakistanais à restaurer la démocratie et à calmer le jeu au Cachemire, Bill Clinton célébrait avec l'Inde, dans une déclaration commune, le "concert des démocraties".

Avec l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, de nouvelles perspectives parurent s'ouvrir pour New Delhi. L'Inde avait trouvé dans la ligne Clinton vantant les démocraties l'opportunité de se démarquer du voisin pakistanais, gouverné par les militaires. En tentant de redéfinir les règles du jeu stratégique international, le nouveau Président américain ouvre pour sa part un espace dont les dirigeants indiens entendent profiter. Le 1^{er} mai 2001, Bush prône une défense anti-missile balistique qui, si elle était mise en œuvre, rendrait caduques les traités anciens qui géraient, en tandem avec Moscou, la maîtrise des armements et la non-prolifération du temps de la guerre froide. Le discours du Président américain appelle une réaction indienne immédiate, formulée par le Ministère des Affaires étrangères : à l'inverse des réserves manifestées dans la plupart des capitales, New Delhi y voit une "déclaration hautement significative" justifiée par "l'inévitabilité stratégique et technologique de s'écarter d'un monde rendu otage de la doctrine de destruction mutuelle assurée"¹⁷. Deux jours plus tard, dans une déclaration conjointe avec son collègue russe Igor Ivanov, le ministre indien des Affaires étrangères Jaswant Singh modère les commentaires de ses services, et concède que le Traité de 1972 ne saurait être abrogé unilatéralement. Mais l'épisode est significatif. Un commentateur averti en donne la clé: "hors-caste du vieil ordre" qui ne peut reconnaître son statut de puissance nucléaire de facto sans renier le traité de non-prolifération renouvelé en 1995, "l'Inde a toutes les raisons de saluer sa disparition et d'accueillir chaleureusement la construction d'un arrangement nucléaire global plus crédible".¹⁸

Les dirigeants indiens, dans les rencontres avec les pays européens, soulignent volontiers la nécessité d'un monde multipolaire. Le Premier ministre A.B. Vajpayee le fit

¹⁶ National Intelligence Council : *Global Trends 2015, a Dialogue about the Future with Nongovernment Experts*, Washington, 2000

¹⁷ Déclaration à la presse du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, New Delhi, 3 mai 2001

¹⁸ C. Raja Mohan, *The Hindu*, 7 mai 2001

encore à Copenhague en Octobre 2002.¹⁹ Mais on n'entend plus guère aujourd'hui, dans les déclarations officielles indiennes, de vives critiques de l'unilatéralisme américain. Si New Delhi n'est pas particulièrement favorable à une guerre en Irak, le concept de "guerre préventive" avancée par l'administration américaine n'a pas été condamné : les faucons indiens y trouvent à l'avance une légitimité en cas d'attaque du Cachemire sous contrôle pakistanais. New Delhi n'a pas davantage émis de réserves à voir les militaires américains s'implanter en Asie centrale et au Pakistan, à la faveur des opérations conduites contre les Talibans. Le revirement est considérable, quand on a en mémoire ce qu'étaient la pratique de non-alignement, et la tradition volontiers anti-américaine de la diplomatie indienne. Jamais, du reste, les relations militaires indo-américaines n'ont été aussi bonnes : 2002 a vu des manœuvres militaires conjointes sur le sol indien, suivies de manœuvres conjointes conduites, entre mille lieux possibles, en Alaska : intéressant, quand on sait que troupes de montagnes indiennes et pakistanaises s'opposent depuis 1984 sur le plus froid et le plus haut des terrains de conflit au monde: le glacier du Siachen, au Cachemire.

La nucléarisation de l'Asie du Sud a valu à l'Inde et au Pakistan une attention particulière de la communauté internationale, et des Etats-Unis au premier chef, en raison des risques de conflit que porte, en particulier, l'insoluble question du Cachemire.²⁰ Après les attentats du 11 septembre, la région a été l'objet d'une préoccupation accrue, d'une part en raison du rôle clé joué par le Pakistan, base ou relais de formations classées comme terroristes par l'Administration américaine, mais aussi allié de poids dans la lutte contre le régime des Taliban, d'autre part pour éviter que la lutte menée par l'Inde contre le terrorisme ne contrarie celle des Etats-Unis en contraignant le Pakistan à lutter sur deux fronts, afghan d'un côté, indien de l'autre. L'épisode a placé l'Inde face à la réalité de l'ordre mondial. Elle a marqué des points, sans avoir tout gagné cependant

Dans le contexte géopolitique transformé par les attaques du 11 septembre contre les Etats-Unis, New Delhi a vu en effet une opportunité d'être mieux comprise sur la question du terrorisme. Depuis des années, les gouvernements indiens mettaient en avant le concept de terrorisme transfrontalier, pour définir les opérations des groupes islamistes armés, basés au Cachemire pakistanais ou au Pakistan même, et intervenant au Cachemire indien. La "guerre contre le terrorisme" lancée par le Président Bush reçut aussitôt le soutien de l'Inde, mais également celui des autorités pakistanaises, le Président Musharraf comprenant très vite la nécessité de changer de politique afghane. New Delhi dût s'accommoder de la nouvelle coopération entre Washington et Islamabad, tout en rappelant à l'administration américaine que la guerre contre le terrorisme ne pouvait se limiter à une seule cible, a fortiori

¹⁹ Discours du Premier ministre indien A.B. Vajpayee lors du Troisième sommet d'affaires Inde-Union européenne, 9 octobre 2002, à Copenhague

²⁰ Voir sur ce point Jean-Luc Racine: *Cachemire. Au péril de la guerre*, Editions Autrement, 2002, chapitre 7.

après l'attaque contre l'Assemblée de Srinagar, le 1^{er} octobre 2001, et celle contre le Parlement indien, le 13 décembre suivant. Cet événement devait pousser l'Inde à mobiliser ses forces le long de la frontière pakistanaise, jusqu'aux élections au Cachemire, conclues en octobre 2002. En cette affaire, New Delhi dut s'accommoder des pressions américaines, sans y céder toujours. Elle a dû aussi compter sur Washington dès la guerre de Kargil, puis après le 11 septembre, pour faire pression sur le Pakistan et le contraindre à juguler les groupes terroristes. New Delhi juge à cet égard les résultats insuffisants, et trouve que Washington s'illusionne sur les volontés du Général Président pakistanais. Ces chassés-croisés, au total, conforte le rôle des Etats-Unis dans la région.

L'épisode éclaira à la fois la marge de manœuvre indienne et ses limites, définies à la fois par la communauté internationale et par les conséquences de la nucléarisation de l'Asie du sud. Dès lors qu'elle s'est affirmée comme une puissance nucléaire de facto, l'Inde dut accepter l'attention portée sur elle, mais aussi sur le Cachemire. Récusant sur ce point toute internationalisation de la question, à l'inverse du Pakistan, New Delhi doit aujourd'hui prendre en compte les inquiétudes de nombre de puissances, tout en sachant que celles-ci cherchent moins, dans les faits, une solution définitive au problème que les moyens d'y calmer le jeu. Dit crûment, aucun pays n'est prêt à classer le Pakistan comme état terroriste, comme le souhaiterait le gouvernement BJP, mais à l'inverse des vœux d'Islamabad, aucune puissance ne prône l'organisation d'un référendum au Cachemire, dont la Russie et la Chine, pour ne citer qu'elles, craindraient la jurisprudence, qui pour la Tchétchénie, qui pour le Sinkiang ou le Tibet.

L'INDE DANS LA MONDIALISATION : DU COTE DES SOCIETES CIVILES

On ne saurait conclure cette esquisse sans sortir du cadre des décideurs, des stratèges et des analystes. On l'a dit en effet d'entrée de jeu, l'Inde est une société pluraliste, où les débats d'idées prennent toute leur place. Elle est aussi une société créatrice, où dans tous les domaines des initiatives se manifestent. Elle est enfin une société ouverte vers le monde, forte d'une diaspora de plusieurs millions de personnes, dont une bonne part est qualifiée, des médecins des hôpitaux britanniques aux informaticiens de la Silicon Valley. A un moment ou à un autre de leur carrière, plus de la moitié des anciens élèves de l'Indian Institute of Management d'Ahmedabad, l'une des grandes écoles indiennes les plus côtées, sont recrutés à l'étranger. Tous ces facteurs dessinent d'autres rapports à la mondialisation, dont on ne saurait dresser un inventaire en quelques lignes. On se bornera donc à ébaucher

à grands traits une typologie très simplifiée, autour de trois profils types : les contestataires, les créateurs, la diaspora. Chaque type, en vérité, est très divers, et certains sous-types sont transversaux, l'un d'entre eux étant particulièrement visible: les créateurs de la diaspora.

Les protestataires

On peut ranger les protestataires en deux catégories. La première regroupe, à travers tout l'échiquier politique, et hors de cet échiquier, ceux qui s'opposent à la mondialisation en interne, parce qu'ils se sentent menacés par la libéralisation économique perçue comme l'instrument des intérêts mondialisés des puissances étrangères ou des multinationales. Les syndicats, de gauche voire de droite (le BJP a les siens), organisent leur combat contre la réforme du secteur public, contre l'ouverture du capital des entreprises nationalisées, industrielles ou de services : les assurances par exemple. La figure est classique. Quand on y ajoute les paysans opposés à la réduction des subventions préconisée par les instances financières internationales, leur nombre est conséquent. Il suffit à ralentir le rythme des réformes, mais ne peut enrayer le mouvement qui les porte.

D'autres types de protestataires mènent leur combat en Inde même, mais lui donnent une dimension internationale. On y trouve les anti-nucléaires, tels Praful Bidwai et Achin Vanaik, fondateurs du MIND, Mouvement indien pour le désarmement nucléaire, couronnés par des prix étrangers pour leur action et leurs travaux.²¹ On y trouve les leaders de mouvements populaires demandant des stratégies alternatives de développement, au nom des intérêts bafoués des plus démunis. Mené par Medha Patkar et son organisation, le Narmada Bachao Andolan, le combat résolu contre l'équipement hydraulique du fleuve Narmada, au détriment des populations tribales déplacées, a su faire se faire entendre du Congrès américain, faire reculer la Banque mondiale et s'intégrer aux réseaux internationaux qui contestent la logique des grands barrages, sans pour autant faire reculer les aménageurs.²² L'égérie médiatique du mouvement, la romancière Arundhati Roy, a su croiser les deux combats —anti-barrages et anti-nucléaire— par la force de ses essais, en bénéficiant de l'aura que lui valut le Booker Prize britannique pour son premier roman.²³ Très présente de même dans les circuits internationaux, Vandana Shiva, qui mène le combat contre les multinationales de l'agro-alimentaire et leurs stratégies de captation par brevet des savoirs paysans, a contribué à faire reculer la firme Monsanto, tentée de développer les

²¹ Dont le très informé: *South Asia on a Short Fuse. Nuclear Politics and the Future of Global Disarmament*, Oxford University Press, New Delhi, 1999

²² Voir Jean-Luc Racine, « Le débat sur la Narmada: l'Inde face au dilemme des grands barrages », *Hérodote*, 102, 2001, pp. 73-85

²³ Essais traduits en français: *Le coût de la vie*, Gallimard, 19

semences dites "terminator", inutilisables une seconde fois. A la tête de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'environnement, basé dans l'Himalaya et à New Delhi, Vandana Shiva dénonce la "marchandisation" de la biodiversité et les dérives de l'Organisation Mondiale du Commerce en ce domaine. Comme nombre de militants indiens d'ONG, elle est entendue dans les grands sommets —ou dans les contre-sommets— organisés sous l'égide des Nations Unies.

Les créateurs

Large catégorie, et très diverse, que celle des créateurs. L'Inde trouve sa place dans la mondialisation d'aujourd'hui en diffusant, outre ce qu'elle promeut depuis longtemps —spiritualité, danse et musiques classiques— les agents individuels ou collectifs d'une culture très contemporaine, qui trouve un nouveau public : les écrivains, y compris ceux qui s'expriment en langues vernaculaires, commencent à être traduits en nombre, les tableaux de peintres contemporains sont mis aux enchères à Londres , à New York, à Singapour, les films indiens couronnés dans les festivals internationaux. Face à la menace d'uniformisation culturelle qu'on prétendait liée à la globalisation, l'Inde et les magnats des télévisions internationales telle Star TV, ont vite réagi, en s'adaptant à un marché un temps curieux des séries américaines, mais très vite demandeur de fictions à l'indienne ou de chaînes d'informations ancrées sur le national et sur les Etats de l'Union.

Autres créateurs, les ingénieurs derrière le boom informatique indiens ont construit des sociétés de productions de logiciels allant bien au-delà du traitement, sur place, des données de compagnies occidentales recevant au matin, décalage horaire oblige, les résultats des demandes envoyées depuis les Etats-Unis le soir précédent. Avec Infosys ou Wipro, cotées au Nasdaq de New York, les compagnies purement indiennes gagnent les marchés en offrant sur mesure des logiciels spécifiques adaptés aux besoins des plus grandes entreprises. La compétition entre grandes villes indiennes —Bangalore et Hyderabad au premier rang— pour créer des parcs technologiques dévolus à la recherche et à la commercialisation, donne son crédit à la révolution informatique indienne, et attire en Inde les plus grandes compagnies internationales.

La diaspora

Moins anciennement établie de par le monde que la diaspora chinoise, les communautés expatriées d'Indiens, gardant leur citoyenneté (les NRI: Indiens non résidents) ou naturalisés (les PIO: personnes d'origine indienne) forment aujourd'hui une force d'intégration dans un monde globalisé. Le gouvernement les soigne, pour les inciter à investir au pays et à y développer leur savoir technologique ou gestionnaire. L'entregent et les ressources de la communauté indienne immigrée aux Etats-Unis lui a permis de constituer un lobby qui monte en puissance au Capitole. Cette diaspora s'enrichit aujourd'hui d'une nouvelle catégorie: les cadres des entreprises indiennes qui commencent à racheter des compagnies américaines, européennes ou australiennes. Ce nouveau capitalisme indien ne se nourrit plus seulement de l'engouement d'une partie de la classe moyenne pour la Bourse de Bombay, qu'on commence à suivre dans les "business news" de BBC World ou de CNN. Il s'internationalise en investissant dans les pays riches.

Les créateurs jouent un rôle particulier dans la diaspora. Après avoir contribué à rénover la littérature britannique ou américaine—Rushdie n'est qu'un exemple parmi des dizaines d'autres— les Indiens de première ou de deuxième génération marquent aujourd'hui des points dans le cinéma, la musique, la chanson, la mode des pays où ils sont établis. C'est vrai tout autant des Indiens d'origine dont plusieurs ont reçu des prix Nobel,²⁴ et que l'Inde s'approprie volontiers.

Politiquement, la diaspora appelle aussi deux commentaires, dans des sens opposés. Y sont actifs les tenants du Sangh Parivar, qui militent en faveur du BJP et de l'hindouïté, avançant ouverts, par exemple par le biais de l'Assemblée hindoue universelle (Vishva Hindu Parishad) ou masqués sous des dénominations anodines. A l'inverse, de multiples réseaux font circuler sur internet les informations en provenance de l'Inde mais aussi de toute l'Asie du Sud, Pakistan inclus, pour dénoncer les ravages des dérives religieuses, de l'intouchabilité, des risques nucléaires. Une communauté progressiste transnationale entend ainsi travailler en faveur de la paix et de la démocratie, dans un continuum reliant l'Inde à la diaspora d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie.²⁵

²⁴ Subrahmanyam Chandrasekhar, prix Nobel de physique 1983, Amartya Sen, Prix Nobel d'économie 1998, V.S. Naipaul, prix Nobel de littérature 2001, auquel s'ajoute, en sens inverse, le prix Nobel de la paix de Mère Térésa en 1979.

²⁵ Exemples de tels réseaux ayant un relais en France: South Asia Citizens Web (www.mnet.fr/aiindex), South Asians against Nukes (www.mnet.fr/aiindex/NoNukes.html)

CONCLUSION

Tout en gardant à l'esprit ce bouillonnement multiforme émanant de la société civile, et ses positionnements divergents, on voudrait conclure en revenant à ce qu'on pourrait définir comme l'esprit dominant de l'Inde d'aujourd'hui, que portent à la fois les forces politiques au pouvoir et, au-delà des affiliations partisans, l'espace largement consensuel qu'occupent ceux qui souhaitent voir l'Inde s'affirmer dans le monde de demain. Du pouvoir aujourd'hui en place, on doit retenir une ligne somme toute pragmatique, qui ne s'embarrasse pas de principes transcendants. Englués à l'occasion dans des dérives extrémistes sur le plan intérieur, on l'a vu début 2002 dans les massacres de musulmans au Gujarat, l'Inde du BJP entend afficher à l'extérieur une image combinant revendications, responsabilité et confiance en l'avenir, au service des ambitions de puissance. Sans s'appuyer sur les mêmes fondements idéologiques de l'hindouïté militante, le Parti du Congrès, s'il revenait aux affaires, n'aurait sans doute pas une ligne très différente en matière de politique économique et de positionnement mondial, même s'il mettrait en avant une conception moins crispée de la nation.

L'Inde illustre en définitive sa capacité à la dialectique, inscrite dans sa tradition intellectuelle. Dans un monde qui ne lui reconnaît pas encore la place qu'elle souhaiterait occuper, et dont elle sait que la puissance économique est le sésame nécessaire, sinon suffisant, l'Inde joue sur plusieurs échelles, et en plusieurs temps. Les tournants paraissent rapides : le rapprochement avec les Etats-Unis suit de très près la dénonciation par Jaswant Singh, lors d'un colloque franco-indien, de l'hégémonie américaine²⁶. En vérité, ces tournants sont dictés par un sens de l'opportunité, qui n'oublie pas l'objectif final. Dans la phase de transition où elle est engagée, l'Inde se rapproche de Washington, tout en critiquant son protectionnisme déguisé et sa politique pakistanaise. Mais cet engagement n'est pas alignement, quoique New Delhi choisisse de se taire sur certains points qui l'eussent autrefois choquée: le concept d'axe du mal, ou celui de guerre préventive. En fait, il en va de l'hégémonie américaine comme il en va de l'Organisation Mondiale du Commerce : mieux vaut en être ou en tirer parti—quitte à chercher le meilleur équilibre possible entre les adaptations à conduire, la capacité du pays à adopter les réformes, et les tentatives de refonte du système international lui-même. L'Inde vise toujours à la multipolarité, objectif à

²⁶ "L'approche des Etats-Unis a tendance à être perçue par d'autres pays comme une tentative d'imposition des valeurs et des références américaines —que ce soit en matière de droits de l'homme, de prolifération nucléaire ou de missiles, d'enjeux commerciaux multilatéraux, de droits de propriété intellectuels, etc. (...) Il est clair que de nombreux pays, notamment la France et l'Inde, de même que la Russie et la Chine, ont fait part de leurs réticences quant à certains de ces développements pour le moins (...). Aujourd'hui (...), des asymétries nécessitent une coalition d'intérêts entre égaux, plutôt que des alliances construites autour d'une hégémonie..." Jaswant Singh, discours du 17 février 2000, in CERI, CSH, IIC: *India and France in a Multipolar World*, Manohar, Delhi, 2001, pp. 221-222.

long terme qui implique qu'elle pense trouver sa juste place dans le système mondial. Cette conviction demande un effort sur soi, dont nul ne sait quand il sera conduit à terme, ni comment il affectera l'esprit de la nation. Une chose est sûre, cependant: l'Inde des années 90 a critiqué les puissances et leur ordre inégal. Mais c'est bien leurs rangs qu'elle entend intégrer, dans le siècle qui commence.

**Extrait de la revue *Hérodote*, n° 108, 1^{er} trimestre 2003 :
« Géopolitique de la mondialisation », pp. 91-112**